

Le Jour, 1952
20 novembre 1952

DIMENSIONS D'UNE POLITIQUE

Notre politique générale est réduite en ce moment à peu de chose.

Ce n'est pas la faute des hommes au pouvoir qui ont trop de problèmes et de difficultés sur les bras ; **mais on a bien l'impression que les milieux responsables sont débordés.**

Jamais l'autorité dans ce pays n'est arrivée à ce degré de maigreur ; et nous irons à l'anémie si on n'y pourvoit.

Ce n'est pas la bonne volonté qui manque, ce sont les moyens de s'éclairer et d'agir ; et nous ressemblons assez à ces laboratoires vieillots des cabinets de physique scolaires ou, jusqu'aux expériences les plus élémentaires, tout doit être refait chaque année. Cependant le passé nous a beaucoup appris et nous serions bien tous de prétendre ignorer le passé.

« Ce n'est pas parce que nous sommes un petit pays que nous devons avoir une petite politique », écrivons-nous souvent. **Cela n'a jamais été plus vrai. Tandis que nous voilà plongés dans les questions les plus graves, l'orientation générale paraît absente. Nous entendons par orientation générale cette vue d'ensemble des problèmes, problèmes nationaux, régionaux, universels dont, si petits que nous soyons, nous devons faire, pour ne point nous égarer, l'analyse et la synthèse.**

Tout paraît centré maintenant au Liban sur un certain nombre de petites satisfactions à donner à une opinion publique qui ne sait pas ce qu'elle veut. ON OUBLIE QUE, MEME SUR LE PLAN MATERIEL, NOTRE ACTIVITE NATIONALE DEPEND DE NOTRE ACTIVITE INTERNATIONALE. Le pouvoir d'achat des Libanais et leur standard de vie se subordonnent à notre politique extérieure d'abord ; et à la façon dont nous envisageons notre collaboration avec l'univers.

Or voilà que nous ramenons tout maintenant à de petites considérations décousues **et qui révèlent un manque de doctrine déconcertant.**

S'agit-il de maintenir le niveau de vie des Libanais, ou bien de leur permettre de se procurer un peu moins cher certaines commodités au risque de voir ces commodités disparaître ? S'agit-il, pour rendre à notre pays le débouché syrien, de lui rendre plus difficile l'accès des marchés mondiaux ; ou, au contraire, de créer chez nous, sur un plan plus large, **du mouvement et de la vie ?**

Notre politique présente ressemble à ces menus improvisés qu'on fait dans une cuisine où le four marche mal sans se demander comment ira toute la cuisine huit jours après. **Au Liban on s'expose, en limitant ses horizons, à supprimer les moyens d'existence à leur source. La doctrine économique qu'on paraît faire est la plus conformiste du monde, alors que l'esprit**

d'entreprise et l'audace sont l'essentiel de la fortune du Liban et qu'ils engagent même son patrimoine intellectuel.

Il faut voir plus clair et plus large ; s'efforcer tout au moins de voir plus large et plus clair. Il faut, en veillant à un redressement raisonnable de la politique intérieure, remettre le Liban dans le courant vital dont à peu près tout ce qu'on fait l'éloigne aujourd'hui.

UN CRITERE DECISIF POUR LE GOUVERNEMENT EST LE NIVEAU DE LA CONFIANCE GENERALE : CONFIANCE NON POINT DANS LE GOUVERNEMENT. MAIS PLUS BRUTALEMENT DANS L'AVENIR.

Dans la mesure où cette confiance fondamentale diminue, les affaires et le pain quotidien deviennent difficiles. OR, LA CONFIANCE EST A L'ETIAGE EN CETTE SAISON, COMME LES EAUX. Avec tous les bons sentiments que nous avons pour lui, demandons au Gouvernement de se secouer et de s'affranchir de la théorie stérilisante.

AUX LECONS DE L'ECOLE, PREFERONS LES LECONS DE LA VIE.